

**Union européenne - Sommet des
pays méditerranéens - Déclaration
de M. François Hollande, président
de la République**
(Madrid, 10 avril 2017)

Mesdames et Messieurs,

D'abord, je veux remercier Mariano Rajoy pour son invitation. Je ne vais pas reprendre ce qu'il a dit, je vais me contenter de plusieurs remarques.

La première est que ces réunions des pays d'Europe du Sud sont utiles. Utiles dans la mesure où elles préparent des réunions du conseil européen où des engagements doivent être également décidés pour l'avenir de l'Europe. Il ne s'agit pas d'une organisation, il s'agit de rencontres informelles qui visent à faire converger, autant qu'il est possible, les points de vue et renforcer l'unité de l'Europe.

Deuxième remarque, nous sommes à la veille d'un conseil européen qui va être consacré au Brexit, il est donc très important. Le président du conseil européen aujourd'hui, le Premier ministre de Malte nous a donné ce que pouvait être la position commune et nous l'avons parfaitement intégrée et comprise. Il faut d'abord qu'il y ait une phase où va se dénouer la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, notamment par rapport au marché intérieur, pour qu'une deuxième phase puisse s'ouvrir qui fixera les rapports, notamment sur le plan commercial, entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Mais nous devons aussi traiter la question des ressortissants européens au Royaume-Uni comme citoyens britanniques dans l'Union européenne. Nous devons évoquer la contribution financière et nous ne devons pas oublier ce que doit également faire le Royaume-Uni dans une phase qui pourrait être d'ailleurs courte, mais de transition.

Si nous avons voulu parler du Brexit et si nous l'avons fait d'une même voix, c'est aussi pour évoquer ce que sera l'avenir de l'Union à 27. Comme l'a rappelé Mariano Rajoy, nous avons des priorités que nous retrouvons dans la déclaration de Rome, à l'occasion du 60ème anniversaire du traité. Il y a la sécurité, la maîtrise des frontières, la lutte contre le terrorisme, c'est la première exigence des peuples. Nous sommes devant des menaces, qui, une fois encore, se sont révélées terriblement douloureuses, à Stockholm encore ces derniers jours et si nous voulons regarder plus loin que l'Europe, au Caire et à Alexandrie hier. Nous avons ce devoir qui est de renforcer notre défense, d'agir pour protéger nos frontières et de lutter encore davantage contre le terrorisme.

Nous avons une deuxième priorité qui est l'économie. Ici sur cette tribune, ce sont les pays du Sud. Ce n'était pas forcément les pays qui étaient regardés comme les plus compétitifs ou les plus respectueux des engagements budgétaires il y a cinq ans. Aujourd'hui, grâce aux efforts

qui ont pu être faits, ces pays se sont redressés, ont retrouvé la croissance, ont réduit leur déficit, ont amélioré leur compétitivité et cela a permis à la zone euro de retrouver de la fiabilité et d'assurer sa cohésion.

Nous avons à régler la question de la Grèce et nous avons voulu que la Grèce puisse, - j'allais dire, - enfin trouver les réponses qui sont attendues. D'autant que là encore, les résultats de la Grèce, les efforts qui ont été consentis sont tout à fait impressionnants. Donc, nous devons conclure maintenant.

Mais nous devons surtout ouvrir une nouvelle phase qui va être l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et notamment la convergence fiscale et sociale, la capacité budgétaire et les politiques d'investissement. C'est là encore la priorité qui doit être portée par l'Europe à Vingt-Sept.

Enfin, la dernière priorité, est de faire entendre la voix de l'Europe dans le monde, qui est une voix à la fois de progrès et de paix. Le progrès, c'est par exemple de lutter contre le réchauffement climatique et d'affirmer que l'Accord de Paris est irréversible et qu'il doit être mis en oeuvre. Il y a encore des réticences, nous l'avons vu aujourd'hui, à l'occasion de la réunion du G7 des ministres concernés, où il n'a pas été possible de se mettre d'accord sur la force de cet engagement et la nécessité de mettre en oeuvre l'Accord de Paris. Mais c'est à l'Europe de faire entendre sa voix pour que nous puissions avancer.

La voix du progrès, c'est aussi par rapport aux pays d'Afrique, aux pays d'Amérique latine, aux pays d'Asie, qui veulent commercer avec nous, qui veulent assurer leur développement, leur émergence, trouver avec l'Europe un partenaire et lutter autant qu'il est possible contre le protectionnisme ou contre l'isolationnisme. Et là encore, donner de l'Europe l'image d'une Union et d'un continent qui est au service des échanges, de la circulation des personnes et aussi des idées.

Enfin, il y a la question qui est celle de régler les conflits et de faire prévaloir le droit international. Il s'est produit, il y a déjà quelques années, un acte très grave en Syrie, au-delà de la répression par le régime de Bachar al-Assad de son propre peuple. Il y avait eu en 2013 déjà l'utilisation d'armes chimiques. Il y a eu ces derniers jours de nouvelles frappes qui ont utilisé du gaz chimique pour frapper des innocents. Donc, il était très important qu'il y ait une réponse. Cette réponse est venue des États-Unis. Nous l'avons comprise. Parce qu'il devait y avoir une réponse. Mais nous devons aussi utiliser cette situation, qui ramène la Syrie et son régime à l'obligation d'aller vers une négociation et vers une transition politique, qui conduit les Russes à ne pas penser qu'ils peuvent déterminer seul l'avenir de ce pays avec l'Iran. Nous devons tout faire pour que l'Europe puisse être un élément permettant qu'il y ait une négociation et une transition politique.

Pour ce qui concerne la France, nous serons toujours en réponse à tout ce qui se produira en Syrie et qui serait contraire au droit international. On ne peut pas tolérer l'utilisation d'armes chimiques. C'est à la fois condamné par les traités et c'est un crime de guerre.

Mais nous devons aussi agir contre le terrorisme et contre Daech. C'est pourquoi nous devons,

pour ceux qui sont membres de la coalition, continuer à poursuivre nos actions en Irak à travers la reprise de Mossoul et en Syrie avec l'objectif de reprendre Raqqa.

Voilà ce que je voulais dire sur cette réunion, c'est la dernière à laquelle je participe. Mais si j'ai un conseil à donner à mon successeur, c'est de continuer à participer à ces réunions d'Europe du Sud. Rassurez-vous, j'aurais aussi d'autres conseils à lui livrer. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)